

# 6.2

## Réglementation et instructions générales

---

---

## 6.2 RÉGLEMENTATION ET INSTRUCTIONS GÉNÉRALES

### 6.2.1 Consultation

Aucune information.

### 6.2.2 Publication

#### Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires

L'Autorité des marchés financiers (l'« Autorité ») publie le texte révisé, en versions française et anglaise, du règlement suivant :

- *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires.*

Vous trouverez également ci-dessous l'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*.

Au Québec, le règlement sera pris en vertu de l'article 175 de la Loi sur les instruments dérivés et sera approuvé, avec ou sans modification, par le ministre des Finances. Le règlement entrera en vigueur à la date de sa publication à la Gazette officielle du Québec ou à une date ultérieure qu'il indique, tandis que l'instruction générale sera adoptée sous forme d'instruction et prendra effet de façon concomitante à l'entrée en vigueur du règlement.

#### Renseignements additionnels

Des renseignements additionnels peuvent être obtenus en s'adressant à :

Lise Estelle Brault  
Coprésidente du Comité des ACVM sur les dérivés  
Directrice principale de l'encadrement des dérivés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4481  
Numéro sans frais : 1 877 525-0337  
[lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca](mailto:lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca)

**Le 28 septembre 2017**

## Avis de publication multilatéral des ACVM

### *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*

### *Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires*

Le 28 septembre 2017

#### Introduction

Les autorités en valeurs mobilières de tous les territoires du Canada sauf la Colombie-Britannique (collectivement, les **autorités participantes** ou **nous**) mettent en œuvre les textes suivants :

- le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le **règlement**);
- l'*Instruction générale relative au Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (l'**instruction générale**).

Dans le présent avis, le règlement et l'instruction générale sont appelés collectivement les **textes sur les options binaires**.

Dans certains territoires, la mise en œuvre du règlement nécessite l'approbation ministérielle. Sous réserve de l'obtention de toutes les approbations requises, les textes sur les options binaires entreront en vigueur le 12 décembre 2017.

La British Columbia Securities Commission ne met pas en œuvre les textes sur les options binaires. Pour en savoir davantage sur la réglementation des options binaires en Colombie-Britannique, voir la BC Notice 2017/02 – *Binary Options*.

#### Objet

Les textes sur les options binaires visent à protéger les investisseurs éventuels et à empêcher qu'ils ne soient victimes d'une fraude sur options binaires et de la promotion illégale de produits à risque très élevé. Nous sommes d'avis qu'il y parviendra en leur faisant prendre conscience que la vente de ces produits est illégale et en contrecarrant les efforts des personnes qui en effectuent le placement, y compris ceux visant à le faciliter par le traitement des paiements et la publicité. À cette fin, il interdit expressément toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès de personnes physiques.

- 2 -

## Résumé du règlement

Le règlement interdit toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires dont l'échéance est de moins de 30 jours auprès des personnes suivantes :

- une personne physique;
- une personne créée ou utilisée uniquement pour faire des opérations sur options binaires.

Le règlement prévoit une définition de l'expression « option binaire » qui vise à englober divers produits communément appelés options binaires ou s'apparentant à de tels produits, quel que soit leur nom.

## Contexte

### *Options binaires*

Les options binaires reposent sur l'issue d'une proposition de type oui/non : si l'issue s'avère positive (« oui »), l'acheteur gagne ou est « dans le cours » et si elle s'avère négative (« non »), l'acheteur perd ou est « hors du cours » et perd la totalité ou la quasi-totalité de son investissement. Une proposition de ce type est structurée en fonction du rendement d'un sous-jacent précisé au contrat, par exemple un changement dans la valeur d'une monnaie, d'une marchandise, d'un indice boursier ou d'un titre inscrit à la cote, ou la survenue d'un événement précisé se rapportant à un sous-jacent, par exemple le résultat d'une élection ou la variation d'un taux d'intérêt de référence. Le moment ou le délai prévu au contrat dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies (c'est-à-dire le résultat de la proposition de type oui/non) peut être très court, se calculant parfois en heures, voire en minutes. L'acheteur, selon le cas :

- a le droit de recevoir un montant fixe préétabli s'il est satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire qu'il gagne ou est dans le cours;
- perd la totalité ou la quasi-totalité du montant payé pour conclure l'option binaire s'il n'est pas satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire qu'il perd ou est hors du cours.

### *Fraude liée aux options binaires*

Nous sommes préoccupés par le grand nombre de plaintes reçues concernant la mise en marché de produits appelés communément « options binaires » auprès de personnes physiques. Les options binaires reçoivent aussi d'autres appellations, notamment :

- options tout ou rien (*all-or-nothing options*);
- options actif ou rien (*asset-or-nothing options*);
- options numériques (*digital options*);
- options à rendement fixe (*fixed-return options*);
- options une touche (*one-touch options*);
- *bet options*;

- 3 -

- *cash-or-nothing options.*

Tous les contrats ou instruments, quel que soit leur nom, mis en marché ou vendu qui correspondent à la définition de l'expression « option binaire » sont interdits en vertu du règlement.

Un nombre important de plaintes et de demandes de renseignements adressées aux membres des ACVM concerne des plateformes de négociation d'options binaires en ligne. Ces plateformes exercent leurs activités comme des courtiers non inscrits, sont habituellement établies à l'étranger et promettent des rendements rapides et élevés. Sur certaines, l'opération est réellement effectuée mais il est habituellement très difficile, voire impossible, de gagner son pari (parce que la plateforme contrôle les probabilités et souvent la valeur de référence du sous-jacent). Dans certains cas, même si, en théorie, la personne physique gagne, les gains paraissent sous la forme d'un crédit au compte de négociation ouvert auprès de la plateforme, mais les fonds des investisseurs ne sont ni transférés ni rendus. Dans de nombreux autres cas, il n'y a pas de réelle opération, mais uniquement une fraude mise sur pied pour soutirer de l'argent à des personnes physiques, notamment par avances de fonds tirés sur la carte de crédit de la victime. Une fois l'argent perdu, il est presque impossible de le récupérer.

***Aucune personne physique ou morale n'est inscrite pour offrir des options binaires au Canada***

Le règlement interdit toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès de personnes physiques ainsi qu'auprès de personnes créées ou utilisées uniquement pour faire des opérations sur options binaires.

Nous considérons qu'une personne fait des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés dans un territoire intéressé si elle offre ou sollicite des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés auprès de personnes qui se trouvent dans ce territoire, y compris par l'intermédiaire d'un site Web ou d'autres moyens électroniques.

L'offre de services ou de produits d'investissement à des personnes, que ce soit par téléphone, en ligne ou en personne, est une activité réglementée. Il est illégal d'offrir des titres ou des dérivés, dont des options binaires, assujetties ou non au règlement, sans être inscrit à titre de courtier. L'obligation d'inscription n'admet que certaines exceptions limitées pour effectuer des opérations avec des investisseurs très avertis. Nous soulignons qu'aucune offre de tels produits, notamment par un courtier ou une plateforme, n'est autorisée au Canada. Nombre de ces produits, et les plateformes qui les vendent, servent à des activités frauduleuses.

Il peut être risqué d'investir par le truchement de plateformes ou de courtiers non inscrits exploités à l'extérieur du Canada, et il s'agit d'un indice courant de fraude. L'inscription à titre de courtier est une mesure de protection importante pour les investisseurs, car elle est un gage de la moralité, des compétences et de solvabilité du courtier et oblige ce dernier à évaluer la convenance d'un placement pour l'investisseur. Nous encourageons tous les investisseurs à visiter [sontilsinscrits.ca](http://sontilsinscrits.ca) pour vérifier l'inscription de toute personne qui offre des produits d'investissement tels que des options binaires aux Canadiens. Quiconque ayant fait des investissements par le truchement d'une plateforme de négociation d'options binaires ou ayant

- 4 -

des doutes à son sujet devrait communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de son territoire. Nous invitons également tous les investisseurs à visiter [alerteoptionsbinaires.ca](http://alerteoptionsbinaires.ca).

### Résumé des commentaires écrits

Le règlement a été publié pour consultation comme projet de *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le **projet de règlement**) le 26 avril 2017 dans tous les territoires des ACVM sauf la Colombie-Britannique. La période de consultation a pris fin le 29 mai 2017 en Alberta et au Québec, le 28 juin 2017 au Manitoba et en Saskatchewan et le 28 juillet 2017 dans tous les autres territoires des ACVM sauf la Colombie-Britannique.

Nous avons reçu huit mémoires sur le projet de règlement. La liste des intervenants et un tableau résumant les commentaires reçus, accompagnés de nos réponses, sont présentés à l'Annexe A du présent avis. Il est possible de consulter les mémoires sur les sites Web de l'Alberta Securities Commission, de l'Autorité des marchés financiers et de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario.

### Résumé des modifications

Nous avons apporté certaines modifications au règlement en réponse aux commentaires reçus. Nous avons également apporté plusieurs modifications mineures à l'instruction générale afin de fournir davantage d'indications sur les types de contrat qui sont visés ou non par le règlement.

### Questions

Pour toute question, veuillez vous adresser aux personnes suivantes :

Lise Estelle Brault  
Coprésidente du Comité des ACVM sur  
les dérivés  
Directrice principale de l'encadrement  
des dérivés  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, poste 4481  
[lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca](mailto:lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca)

Martin McGregor  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 355-2804  
[martin.mcgregor@asc.ca](mailto:martin.mcgregor@asc.ca)

Kevin Fine  
Coprésident du Comité des ACVM sur les  
dérivés  
Director, Derivatives Branch  
Commission des valeurs mobilières de  
l'Ontario  
416 593-8109  
[kfine@osc.gov.on.ca](mailto:kfine@osc.gov.on.ca)

Steven Gingera  
Legal Counsel  
Commission des valeurs mobilières du  
Manitoba  
204 945-5070  
[steven.gingera@gov.mb.ca](mailto:steven.gingera@gov.mb.ca)

- 5 -

Wendy Morgan  
Conseillère juridique principale, Valeurs  
mobilières  
Commission des services financiers et des  
services aux consommateurs  
(Nouveau-Brunswick)  
506 643-7202  
[wendy.morgan@fcnb.ca](mailto:wendy.morgan@fcnb.ca)

Dean Murrison  
Director  
Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority  
of Saskatchewan  
306 787-5842  
[dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-6859  
[abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

## ANNEXE A

**Résumé des commentaires et des réponses des ACVM relativement au  
Projet de Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires**

<u>Sujet</u>	<u>Résumé des enjeux ou des commentaires</u>	<u>Réponse</u>
<b>COMMENTAIRES GÉNÉRAUX</b>		
Commentaires généraux	<p>Les intervenants appuient généralement les efforts des ACVM visant à protéger les investisseurs éventuels contre les fraudes liées aux options binaires, de même qu'à renforcer l'intégrité du secteur financier et la confiance du public dans celui-ci, notamment en s'assurant que les produits ne puissent être vendus auprès des investisseurs par l'entremise de mécanismes non autorisés.</p> <p>Un intervenant fait remarquer que certains investisseurs confondent les activités qui sont actuellement illégales avec celles des courtiers réglementés au Canada, et qu'il en va indirectement de la réputation du secteur financier et du courtage.</p>	Aucune modification. Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.
	<p>Les intervenants ont des avis partagés au sujet des options binaires :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un intervenant fait valoir que les options binaires comportent des risques élevés et ne constituent pas un moyen de s'enrichir rapidement. Il ajoute que les ACVM ne devraient pas les interdire pour tous les investisseurs simplement parce que certaines personnes ont subi des pertes.</li> </ul>	Nous remercions les intervenants pour leurs commentaires.



-2-

	<ul style="list-style-type: none"><li>• Un autre intervenant insiste sur le fait que les options binaires sont, en raison même de leur conception, nuisibles pour les investisseurs, surtout les investisseurs individuels. Il affirme qu'aucune société ne devrait être autorisée à offrir de telles options au public, et surtout pas aux investisseurs individuels.</li></ul>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Un intervenant considère que les options binaires n'améliorent aucunement le portefeuille des investisseurs, pas plus qu'elles ne favorisent l'équité et l'efficacité des marchés financiers.</li></ul>	
	<ul style="list-style-type: none"><li>• Un intervenant soutient que les options binaires non frauduleuses peuvent servir à compenser un risque existant, notamment financier, ou à spéculer sur la volatilité du marché – par exemple, pour couvrir la volatilité du marché à très court terme créée par la publication d'importantes données économiques ou pour spéculer sur celle-ci.</li></ul>	

-3-

Le projet de règlement atteindra-t-il son objectif?	<p>Les intervenants font généralement remarquer que les plateformes d'options binaires en ligne frauduleuses ne se conformeront vraisemblablement pas au projet de règlement.</p> <p>Deux intervenants indiquent que le projet de règlement ne mettra pas fin aux activités illégales, et qu'il pourrait même interférer avec la négociation d'options binaires institutionnelles « légales » qui a cours sur le marché canadien.</p> <p>Un intervenant fait valoir que les seuls participants au marché qui se conformeront au projet de règlement, comme les grands courtiers institutionnels, se conforment déjà à l'ensemble des lois et règlements sur les valeurs mobilières applicables.</p>	Aucune modification. Le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires, et nous avons déjà pu constater ses effets positifs.
	<p>Deux intervenants affirment que les objectifs du projet de règlement pourraient être atteints avec une portée restreinte et qu'il y a lieu d'exclure de l'interdiction les produits négociés sur une bourse reconnue ou compensés par une chambre de compensation reconnue, ou les instruments financiers négociés légalement sur certains marchés américains.</p>	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne devraient pas être vendues à des personnes physiques par un courtier inscrit ou une bourse réglementée.
	<p>Un intervenant fait valoir que les régimes de surveillance applicables dans les territoires de chaque autorité participante se sont révélés efficaces à l'égard d'autres types d'instruments, et que tout produit financier, et pas seulement les options binaires, offert illégalement aux investisseurs canadiens constitue une menace pour leur protection.</p>	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne devraient pas être vendues à des personnes physiques par un courtier inscrit ou une bourse réglementée.

-4-

Protection des investisseurs	Un intervenant fait valoir qu'en interdisant la négociation des options binaires dont l'échéance est inférieure à 30 jours, l'autorité en valeurs mobilières s'acquitte de son mandat consistant à protéger les investisseurs à l'égard des pratiques déloyales, inappropriées ou frauduleuses et à favoriser l'équité et l'efficacité des marchés financiers.	Aucune modification. Nous remercions l'intervenant pour son commentaire.
	Un intervenant fait remarquer que l'on retrouve également bon nombre des enjeux de protection des investisseurs liés aux options binaires dans les opérations de change avec effet de levier effectuées par des investisseurs individuels et dans les contrats sur différence, notamment à l'égard de la transparence des cours, et se demande si d'autres dérivés avec effet de levier offerts à des investisseurs individuels devraient aussi être visés par le projet de règlement.	Aucune modification. Le règlement vise spécifiquement la fraude commise par les plateformes en ligne non réglementées offrant principalement, jusqu'à maintenant, des options binaires.
Autres approches pour atteindre les objectifs du projet de règlement	Des intervenants mentionnent que d'autres outils permettent de décourager et d'éliminer la fraude liée aux options binaires, soit en soutien au projet de règlement ou en remplacement de celui-ci. Un intervenant indique que pour protéger le public canadien et réduire la fraude, il serait plus efficace de s'attaquer aux délinquants et de limiter la demande pour les produits illégaux (par exemple, permettre aux sociétés inscrites et aux bourses d'offrir légalement des options binaires) que de tenter de bannir simplement un produit financier.	Nous tenons à souligner que le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires, et que nous avons déjà pu constater ses effets positifs.

-5-

	Quatre intervenants estiment, de façon générale, que les plateformes et les offres frauduleuses d'options binaires devraient être traitées différemment des options binaires « légitimes » offertes par un courtier inscrit ou une bourse reconnue, comme c'est le cas aux États-Unis et dans certains autres pays.	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne devraient pas être vendues à des personnes physiques par un courtier inscrit ou une bourse réglementée.
Répression	<p>Un intervenant insiste sur le fait que la seule façon efficace d'influer sur les plateformes en ligne frauduleuses est de prendre des mesures de répression.</p> <p>Un autre souhaite que le projet de règlement fasse davantage de place à des moyens de répression et à des mesures concertées en la matière entre territoires pour décourager et éliminer la fraude sur options binaires.</p>	Aucune modification. Le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires, et nous avons déjà pu constater ses effets positifs.
Mises en garde aux investisseurs et sensibilisation de ceux-ci	Deux intervenants estiment que la seule façon d'empêcher la fraude en ligne est d'informer les Canadiens de l'existence de cette arnaque, ainsi que son pendant qui est « l'offre de les aider à récupérer leur argent », et conseillent vivement aux autorités en valeurs mobilières de maintenir les mises en garde aux investisseurs et leurs programmes de sensibilisation des investisseurs, et mentionnent d'autres mesures prises par les ACVM, notamment le site Web <a href="http://www.alerteoptionsbinaires.ca">www.alerteoptionsbinaires.ca</a> , la tenue de séminaires d'information pour les investisseurs, et la sensibilisation aux risques liés à l'acquisition d'options binaires par le truchement de plateformes en ligne.	Aucune modification. Le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires.

-6-

Coordination avec les fournisseurs de services de distribution et de facilitation	Un intervenant indique que les grandes sociétés émettrices de cartes de crédit ont récemment pris des mesures pour limiter la disponibilité des fonds aux fournisseurs d'options binaires non inscrits. Il ajoute que les autorités participantes devraient également collaborer avec les fournisseurs de moteurs de recherche afin de limiter la publicité en ligne de services illégaux aux consommateurs canadiens.	Aucune modification. Le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires.
Réglementer les options binaires comme une fraude	Deux intervenants recommandent que la GRC participe à la lutte contre la fraude sur options binaires, en procédant à des enquêtes, à la fermeture des sites Web et à des poursuites contre les plateformes en collaboration avec les organismes internationaux d'application de la loi.	Aucune modification. Le règlement représente un aspect de l'approche à plusieurs volets adoptée par les ACVM pour lutter contre la fraude sur options binaires.
Réglementer les options binaires comme un jeu de hasard	Un intervenant fait valoir que les options binaires frauduleuses devraient être considérées comme un jeu de hasard, réglementées par l'organisme concerné dans chaque province et assujetties au Code criminel, dont l'application serait assurée par la GRC.	Aucune modification. Nous estimons que les options binaires sont des valeurs mobilières ou des dérivés dans le territoire de chaque autorité participante; nous avons donc le pouvoir et le mandat de réglementer la publicité, l'offre, la vente et la négociation des options binaires.

-7-

Permettre que les options binaires soient offertes par un courtier inscrit (ou dispensé de l'inscription)	<p>Deux intervenants estiment que, si les ACVM donnent suite au projet de règlement, celui-ci devrait prévoir une exception générale pour la vente d'options binaires par l'intermédiaire d'un courtier inscrit ou dispensé de l'inscription.</p> <p>Un intervenant recommande que les ACVM autorisent les sociétés inscrites réglementées par l'OCRCVM à offrir ces produits à tous les investisseurs (y compris les investisseurs individuels et les investisseurs avertis) pour les motifs suivants : protéger le public contre les pratiques déloyales, abusives et frauduleuses; appliquer les concepts de convenue du placement; et appliquer les obligations d'information permettant aux clients de comprendre le produit et les risques importants qu'il comporte.</p>	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne devraient pas être vendues à des personnes physiques par un courtier inscrit.
Permettre que les options binaires soient offertes sur une bourse reconnue (ou dispensée de la reconnaissance) ou compensées par une chambre de compensation reconnue	<p>Deux intervenants recommandent aux ACVM d'accepter que les options binaires soient offertes aux personnes physiques sur une bourse reconnue.</p> <p>Un intervenant recommande que les ACVM autorisent les courtiers inscrits à offrir des options binaires négociées sur une bourse reconnue ou compensées par une chambre de compensation reconnue, compte tenu du degré de surveillance de ces entités par les ACVM.</p>	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne devraient pas être vendues à des personnes physiques par l'intermédiaire d'une bourse reconnue ou compensées par une chambre de compensation reconnue.
<b>Article 1 – Définitions</b>		
Définition de l'expression « option binaire »	Plusieurs intervenants considèrent que la définition de l'expression « option binaire » est trop large, puisqu'elle pourrait interdire ce qui suit :	

-8-

	<ul style="list-style-type: none"> <li>le placement auprès d'une personne physique d'un instrument dûment inscrit à la cote d'une bourse reconnue ou compensé par une chambre de compensation reconnue;</li> </ul>	Aucune modification. Le règlement vise à interdire toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès de personnes physiques, que ces options soient inscrites ou non à la cote d'une bourse reconnue ou compensées par une chambre de compensation reconnue.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>les options classiques dont l'échéance est de moins de 30 jours et qui sont utilisées par des personnes physiques;</li> </ul>	Aucune modification. Une option classique ne peut devenir une « option binaire » visée par l'interdiction simplement parce que son échéance est inférieure à 30 jours.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>les opérations sur options binaires légitimes exécutées par des investisseurs institutionnels et avertis;</li> </ul>	Aucune modification. Le règlement vise à interdire toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires auprès d'une personne physique, même si elle est un investisseur averti.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>les véritables options binaires non frauduleuses offertes depuis plusieurs années par des sociétés réglementées effectuant des opérations hors cote en Europe et au Japon, ou aux États-Unis sur des bourses;</li> </ul>	Aucune modification. Le règlement vise à interdire toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à toute option binaire auprès de personnes physiques.

-9-

	<ul style="list-style-type: none"> <li>les contrats binaires vendus légalement à des investisseurs avertis, notamment les produits décrits dans le document intitulé <i>2005 Barrier Option Supplement to the 1998 FX and Currency Option Definitions</i> de l'ISDA<sup>1</sup>. (CMIC)</li> </ul>	<p>Modification apportée. À l'issue de consultations de suivi avec les intervenants, nous avons revu la définition de l'expression « option binaire » afin de réduire la portée du règlement à l'égard de certains produits qui ne devaient pas être visés. Certains des produits qui nous ont été présentés ne seraient pas visés par la définition, alors que d'autres produits, dont certains indiqués dans le <i>2005 Barrier Option Supplement</i> de l'ISDA, le seraient. L'information dont nous disposons laisse à penser que les personnes physiques ne négocient pas activement les produits visés au <i>2005 Barrier Option Supplement</i> de l'ISDA.</p>
	<p>Un intervenant soutient que la définition peut être trop pointue, puisqu'elle n'englobe pas tous les types de produits qui présentent des enjeux semblables, et qu'il pourrait être trop facile pour une plateforme en ligne frauduleuse de la contourner.</p>	<p>Aucune modification. La nouvelle définition de l'expression « option binaire » établit un équilibre dans les efforts destinés à viser uniquement les produits dont nous souhaitons interdire la négociation avec les personnes physiques.</p>
	<p>Un intervenant indique que les mots « inférieur ou » devraient être supprimés du paragraphe <i>b</i> de l'article 1 afin de réduire le risque que d'autres produits, notamment ceux qui ne comportent pas la caractéristique « tout ou rien », soient visés par cette définition.</p>	<p>Modification apportée. Le paragraphe <i>b</i> de la définition de l'expression « option binaire » a été modifié.</p>

<sup>1</sup> Accessible à l'adresse suivante : <https://www.newyorkfed.org/medialibrary/microsites/fxc/files/2005/fxc051206a.pdf>.



-10-

	Un intervenant fait valoir que la portée du projet de règlement devrait être limitée par celle des contrats visés par les différents règlements sur la détermination des dérivés <sup>2</sup> .	Aucune modification. Bon nombre d'exclusions prévues dans les règlements sur la détermination des dérivés ne sont pas appropriées ou n'ont aucun lien avec le règlement.
<b>Article 2 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes physiques</b>		
Exclusion pour les options binaires offertes aux investisseurs avertis	Un intervenant affirme que, chez les personnes physiques, seuls les profanes ont besoin de la protection offerte par le projet de règlement et les investisseurs avertis sont en mesure d'analyser et de discerner les risques inhérents aux opérations sur options binaires. Il ajoute que les « investisseurs qualifiés » sont suffisamment avertis pour acquérir des valeurs mobilières sans document d'information.	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne doivent pas être vendues à des personnes physiques, même si elles sont des investisseurs qualifiés.
<b>Article 3 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes autres que des personnes physiques</b>		
Le projet d'article 3 n'est pas nécessaire	Deux intervenants soutiennent que le projet d'article 3 devrait être retiré puisqu'un investisseur individuel qui a les moyens de créer une société ou une fiducie afin de contourner une interdiction d'opérations devrait être considéré comme un investisseur averti, et qu'il n'a pas besoin de la protection offerte par le projet de règlement.	Aucune modification. Pour le moment, nous sommes d'avis que les options binaires ne doivent pas être vendues à des personnes physiques, même par le truchement d'une société ou d'une autre entité créée ou utilisée uniquement pour faire des opérations sur options binaires.

<sup>2</sup> La Rule 91-506 *Derivatives: Product Determination* de la Commission des valeurs mobilières du Manitoba; la Rule 91-506 *Derivatives: Product Determination* de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario; le *Règlement 91-506 sur la détermination des dérivés* au Québec, et la *Norme multilatérale 91-101 sur la détermination des dérivés*.

-11-

Le projet d'article 3 serait difficile à appliquer	Un intervenant fait valoir que le projet d'article 3 serait difficile à appliquer et à mettre en œuvre puisque le courtier devrait établir si sa contrepartie a été créée ou est utilisée principalement pour effectuer des opérations sur options binaires pour une personne physique. La formulation large de la disposition laisse entendre que la détermination devrait être faite pour la totalité ou la quasi-totalité des contreparties d'un courtier.	Modification apportée. L'article 3 a été modifié pour en faciliter la mise en œuvre par les entités qui se conforment à l'ensemble de la législation en valeurs mobilières et fournissent des contrats et des instruments légitimes et non frauduleux à des contreparties qui ne sont pas des personnes physiques et qui ne sont pas structurées de façon à contourner le règlement.
<b>Article 4 – Options binaires à échéance de 30 jours ou plus</b>		
Échéance de 30 jours ou plus	Les intervenants mettent généralement en doute l'accent mis sur les options binaires dont l'échéance est inférieure à 30 jours. Un intervenant demande des précisions sur l'échéance de 30 jours prévue dans l'interdiction.	Aucune modification. Nous avons examiné les produits offerts illégalement sur les plateformes en ligne non inscrites et estimons que l'échéance minimale de 30 jours nous permet d'atteindre nos objectifs.
	Deux intervenants soutiennent que toutes les options binaires, peu importe leur durée, présentent des enjeux semblables; le projet de règlement ne devrait donc pas se limiter à celle dont l'échéance est de 30 jours ou moins.	Aucune modification. À notre avis, l'échéance minimale de 30 jours établit un juste équilibre entre le fait d'interdire les produits de courte durée qui invitent aux activités frauduleuses et de permettre les opérations légitimes sur d'autres types d'instruments.
	Un intervenant demande des éclaircissements sur l'application de l'échéance de 30 jours prévue dans l'interdiction.	Modification apportée. L'article 4 a été modifié pour exclure les options binaires dont l'échéance est de 30 jours ou plus.
	Un intervenant affirme que l'expiration minimale de 30 jours est inappropriée, étant donné que les marchés peuvent évoluer très rapidement.	Aucune modification. Le règlement vise à interdire les options binaires à court terme.

-12-

	Un intervenant est d'avis que la limite de 30 jours peut empêcher un courtier de dénouer une position par une opération de sens inverse dont l'échéance est inférieure à 30 jours, ce qui limite la capacité de ce dernier à réaliser un profit ou à limiter ses pertes.	Aucune modification. L'interdiction ne s'applique qu'aux « options binaires », au sens du règlement. L'exclusion relative à l'échéance minimale de 30 jours ne sert donc qu'à exclure de l'interdiction les contrats qui remplissent les critères suivants : <i>i)</i> ils respectent la définition de cette expression, et <i>ii)</i> leur échéance est de 30 jours ou plus. L'échéance minimale de 30 jours ne touche aucunement la capacité d'un courtier à effectuer des opérations sur un contrat qui n'est pas une option binaire ou à dénouer une position sur celui-ci.
--	--	---

**Liste des intervenants :**

1. Association canadienne du commerce des valeurs mobilières
2. Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies
3. Canadian Market Infrastructure Committee
4. Fondation canadienne pour l'avancement des droits des investisseurs
5. Groupe consultatif des investisseurs de la Commission des valeurs mobilières de l'Ontario
6. Groupe TMX, pour le compte de la Bourse de Montréal Inc. de la Corporation canadienne de compensation de produits dérivés
7. North American Derivatives Exchange, Inc.
8. Tyson G.

**RÈGLEMENT 91-102 SUR L'INTERDICTION VISANT LES OPTIONS BINAIRES**

Loi sur les instruments dérivés  
(chapitre I-14.01, a. 175, 1<sup>er</sup> al., par. 1<sup>o</sup>)

**Définition**

1. Dans le présent règlement, on entend par « option binaire » un contrat ou un instrument qui ne prévoit que les caractéristiques suivantes :

a) un montant fixe préétabli si le sous-jacent sur lequel porte le contrat ou l'instrument satisfait à une ou à plusieurs conditions préétablies;

b) un montant nul ou un autre montant fixe préétabli si le sous-jacent sur lequel porte le contrat ou l'instrument ne satisfait pas à une ou à plusieurs conditions préétablies.

**Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes physiques**

2. Nul ne peut faire de publicité sur des options binaires auprès de personnes physiques, leur en offrir, leur en vendre ou faire avec elles quelque autre opération sur options binaires.

**Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes autres que des personnes physiques**

3. Nul ne peut faire de publicité sur des options binaires auprès de personnes créées ou utilisées uniquement pour faire des opérations sur options binaires, ni ne peut leur en offrir, leur en vendre ou faire avec elles quelque autre opération sur options binaires.

**Options binaires à échéance de 30 jours ou plus**

4. Les articles 2 et 3 ne s'appliquent pas aux options binaires dont l'échéance est de 30 jours ou plus.

**Dispense – Dispositions générales**

5. 1) Sauf au Québec, l'agent responsable ou l'autorité en valeurs mobilières peut accorder une dispense de l'application de tout ou partie du présent règlement, sous réserve des conditions ou restrictions auxquelles la dispense peut être subordonnée.

2) Malgré le paragraphe 1, en Ontario, seul l'agent responsable peut accorder une telle dispense.

3) Sauf en Alberta, en Ontario et en Saskatchewan, la dispense prévue au paragraphe 1 est accordée conformément à la loi visée à l'Annexe B du Règlement 14-101 sur les définitions (chapitre V-1.1, r. 3), vis-à-vis du nom du territoire intéressé.

**Date d'entrée en vigueur**

6. 1) Le présent règlement entre en vigueur le 12 décembre 2017.

2) En Saskatchewan, malgré le paragraphe 1, le présent règlement entre en vigueur à la date de son dépôt auprès du registraire des règlements si celle-ci tombe après le 12 décembre 2017.

## **INSTRUCTION GÉNÉRALE RELATIVE AU RÈGLEMENT 91-102 SUR L'INTERDICTION VISANT LES OPTIONS BINAIRES**

### **Introduction**

Le *Règlement 91-102 sur l'interdiction visant les options binaires* (le « règlement ») vise à protéger les investisseurs éventuels contre la fraude liée aux options binaires.

La présente instruction générale a pour objet de présenter le point de vue des membres participants (« nous ») des Autorités canadiennes en valeurs mobilières (les « ACVM ») sur diverses questions ayant trait au règlement.

Nous sommes préoccupés par les plaintes que nous avons reçues concernant la mise en marché de produits appelés communément « options binaires » auprès de personnes physiques. Il s'avère que nombre de ces produits ainsi que les plateformes qui les offrent servent à des activités frauduleuses. Certaines personnes en ont fait la promotion en indiquant de manière trompeuse qu'ils étaient légaux et offerts légalement, alors qu'elles n'étaient pas autorisées à les offrir aux personnes physiques au Canada. Le règlement interdit expressément toute publicité, offre, vente ou autre opération relative à des options binaires, au sens du règlement, auprès de personnes physiques.

Nous considérons qu'une personne fait des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés dans un territoire intéressé si elle offre ou sollicite des opérations sur valeurs mobilières ou sur dérivés auprès de personnes qui se trouvent dans ce territoire, y compris par l'intermédiaire d'un site Web ou d'autres moyens électroniques.

### **Définitions et interprétation**

Les expressions utilisées, mais non définies dans le règlement et dans la présente instruction générale s'entendent au sens prévu par la législation en valeurs mobilières, notamment le *Règlement 14-101 sur les définitions* (chapitre V-1.1, r. 3). L'expression « législation en valeurs mobilières » est définie dans ce règlement et s'entend notamment de la loi et des autres textes traitant des valeurs mobilières et des dérivés.

### **Interprétation des expressions utilisées mais non définies dans le règlement**

#### **Article 1 – Définition de l'expression « option binaire »**

L'expression définie « option binaire » vise à englober divers produits communément appelés options binaires ou s'apparentant de près à de tels produits, quel que soit leur nom. Les options binaires reçoivent parfois d'autres appellations, notamment « option tout ou rien » (*all-or-nothing option*), « option actif ou rien » (*asset-or-nothing option*), « option numérique » (*digital option*), « option à rendement fixe » (*fixed-return option*) et « option une touche » (*one-touch option*), ou encore, en anglais, *bet option* ou *cash-or-nothing option*.

Les options binaires reposent sur l'issue d'une proposition de type oui/non, à savoir si un actif, une valeur ou un événement sous-jacent satisfait ou non à une ou à plusieurs conditions préétablies dans le contrat ou l'instrument, au moment ou dans le délai prévu dans celui-ci. Le moment ou le délai dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies peut être très court, se calculant parfois en heures, voire en minutes.

#### *Exercice automatique*

Habituellement, les options binaires s'exercent automatiquement : lorsque le contrat ou l'instrument est conclu, ni l'acheteur ni le vendeur n'a de décision à prendre. L'acheteur, selon le cas :

- a le droit de recevoir un montant fixe s'il est satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire que l'acheteur est dans le cours;

- perd la totalité ou la quasi-totalité du montant payé pour conclure le contrat s'il n'est pas satisfait à la ou aux conditions préétablies, c'est-à-dire que l'acheteur est hors du cours.

#### *Exemples de proposition de type oui/non*

La proposition de type oui/non est structurée en fonction du rendement d'un sous-jacent ou de la survenue d'un événement précisé se rapportant au sous-jacent.

Pour l'application du règlement, par « sous-jacent », nous entendons toute chose ou tout événement dont la valeur ou les obligations de paiement de l'option binaire sont fonction. Ainsi, le sous-jacent pourrait être :

- une élection ou un taux d'intérêt de référence;
- une valeur mobilière, un indice, une monnaie, un métal précieux ou toute autre marchandise, un cours, un prix, un taux, un point de référence, une variable ou toute autre chose.

La proposition de type oui/non sur laquelle l'option binaire repose pourrait être, par exemple:

- si la valeur du dollar canadien s'établira au-dessus de 0,75 \$ américain un jour donné;
- si le cours d'une action de la société ABC sera supérieur à 14,37 \$ à tout moment entre deux dates données;
- si le cours de l'or sera inférieur à 1 082 \$ à 15 h 42 un jour donné;
- si le cours du pétrole s'établira dans une fourchette de 48,00 \$ à 49,99 \$ à un moment quelconque d'un jour donné;
- si un candidat particulier sera élu;
- si un taux d'intérêt de référence augmentera de 25 points de base;
- si on rapportera plus de deux centimètres de pluie à un endroit précis un jour donné.

#### *Impossibilité d'acheter ou de vendre le sous-jacent*

Généralement, une option binaire ne confère pas au vendeur ou à l'acheteur le droit ou l'obligation d'acheter, de vendre, de recevoir ou de livrer le sous-jacent. Dans le cas, par exemple, d'une option binaire dont la proposition de type oui/non est fondée sur la valeur d'un titre inscrit à la cote, l'option prévoirait le règlement en espèces, et non la livraison du titre sous-jacent. De même, si une telle proposition était fondée sur la variation du cours de l'or, l'option prévoirait le règlement en espèces, et non la livraison de lingots d'or.

#### *Structure de paiement*

D'ordinaire, les seuls droits conférés à l'acheteur ou au vendeur par l'option binaire sont le droit de recevoir ou l'obligation de payer *a)* un montant fixe préétabli s'il est satisfait à la ou aux conditions préétablies, et *b)* un montant nul ou un autre montant fixe préétabli dans le cas contraire. Par « montant fixe », nous entendons un montant fixe en espèces et non un taux d'intérêt fixe ou tout autre type de montant.

La définition de l'expression « option binaire » vise à englober les contrats qui prévoient le paiement de montants définis et distincts (par exemple, 1 \$, 10 \$, 50 \$). Nous estimons qu'un contrat prévoyant une structure de paiement continu qui est fonction du rendement d'un sous-jacent ne répond pas à la définition de cette expression au sens du règlement.

*Observations générales*

Nous sommes d'avis que certains contrats ne constituent pas des « options binaires » pour l'application du règlement, notamment les suivants :

- les contrats dont l'exercice n'entraîne pas le paiement d'un montant monétaire fixe préétabli, comme une garantie de taux hypothécaire;
- les contrats d'assurance et les contrats ou instruments assurant le paiement d'un revenu ou d'une rente qui sont conclus avec un assureur titulaire d'un permis et réglementés comme un produit d'assurance en vertu de la législation du Canada ou d'un territoire étranger en matière d'assurance;
- les billets de loterie délivrés par une société d'État des loteries et des jeux, les paris sportifs réglementés et les bingos réglementés tenus dans une salle de bingo titulaire d'un permis.

**Article 2 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes physiques**

L'article 2 interdit toute publicité, offre ou vente d'options binaires auprès d'une personne physique, puisque de telles activités sont des éléments de ce qui constitue une « opération ». Les mots « ou faire avec elles quelque autre opération » englobent le démarchage et tout autre élément de la notion d'« opération », y compris tout acte visant la réalisation d'une opération.

**Article 3 – Interdiction de faire des opérations sur options binaires avec des personnes autres que des personnes physiques**

L'article 3 interdit de faire de la publicité sur des options binaires auprès de personnes créées ou utilisées uniquement pour faire des opérations sur options binaires, de leur en offrir ou de leur en vendre. L'article 3 vise à renforcer l'interdiction prévue à l'article 2 en empêchant la partie qui offre des options binaires de se soustraire à l'interdiction en faisant créer par leurs clients éventuels une personne morale ou un autre type d'entité dans le but de faire des opérations sur options binaires.

**Article 4 – Options binaires à échéance de 30 jours ou plus**

L'article 4 soustrait à l'interdiction prévue aux articles 2 et 3 toute option binaire dont l'échéance est de 30 jours ou plus. Par « échéance », nous entendons la période allant du moment où l'option binaire est conclue jusqu'au moment ou jusqu'à l'expiration du délai, prévu dans le contrat ou l'instrument, dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies. Par exemple, une option binaire dont l'échéance initiale est de 30 jours ou plus à compter du moment où elle peut commencer à faire l'objet d'opérations ne serait pas visée par le règlement.

Une option binaire dont la date d'échéance tombe 30 jours ou plus après la date à laquelle elle est conclue n'échapperait pas à cette interdiction si le moment ou le délai prévu dans lequel il doit être satisfait à la ou aux conditions préétablies est de moins de 30 jours à compter de la conclusion de l'option.

**Observations générales**

Nous rappelons aux participants au marché que les options binaires qui ne sont pas soumises au règlement sont en tout état de cause des dérivés ou des valeurs mobilières dans tous les territoires du Canada. Quiconque en fait la publicité, en offre, en vend ou fait quelque autre opération sur celles-ci au Canada est assujéti à la législation en valeurs mobilières du Canada, notamment aux dispositions en matière de prévention de la fraude et aux obligations d'inscription, de conduite sur le marché et d'information. De plus, dans les territoires du Canada où les options binaires sont réglementées comme des valeurs mobilières, une opération sur option binaire peut être un placement assujéti à l'obligation de prospectus.

L'offre de services ou de produits d'investissement à des personnes au Canada, que ce soit au téléphone, en ligne ou en personne, est une activité réglementée. Il peut être risqué d'investir par le truchement de plateformes ou de courtiers non inscrits exploités à l'extérieur du Canada. Ce type d'investissement est un indice courant de fraude. Les investisseurs sont invités à visiter [sontilsinscrits.ca](http://sontilsinscrits.ca) pour vérifier l'inscription de toute personne qui offre des produits d'investissement tels que des options binaires aux Canadiens. Quiconque ayant fait des investissements par le truchement d'une plateforme de négociation d'options binaires ou ayant des doutes à son sujet devrait communiquer avec l'autorité en valeurs mobilières de son territoire. Les ACVM invitent également tous les investisseurs à visiter [alerteoptionsbinaires.ca](http://alerteoptionsbinaires.ca).



**Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options**

The *Autorité des marchés financiers* (the "Authority") is publishing amended text, in English and French, of the following Regulation:

- *Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options.*

The Authority is also publishing in this Bulletin the text, in English and French, of the *Policy Statement to Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options*.

In Québec, the Regulation will be made under section 175 of the *Derivatives Act* and will be submitted to the Minister of Finance for approval, with or without amendment. The Regulation will come into force on the date of its publication in the *Gazette officielle du Québec* or on a later date indicated in the Regulation. The Policy Statement will be adopted as a policy and will take effect concomitantly with the Regulation.

**Additional Information**

Further information is available from:

Lise Estelle Brault  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Senior Director, Derivatives Oversight  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4481  
Toll-free: 1 877 525-0337  
[lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca](mailto:lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca)

**September 28, 2017**

## CSA Multilateral Notice of Publication

### *Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options*

### *Policy Statement to Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options*

September 28, 2017

#### Introduction

We, the securities regulatory authorities in all Canadian jurisdictions other than British Columbia (collectively, the **Participating Jurisdictions**), are implementing the following:

- *Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options* (the **Regulation**); and
- *Policy Statement to Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options* (the **Policy Statement**).

In this Notice, the Regulation and the Policy Statement are referred to collectively as the **Binary Options Instrument**.

In some jurisdictions, government ministerial approvals are required for the implementation of the Regulation. Provided all necessary approvals are obtained, the Binary Options Instrument will come into force on December 12, 2017.

The British Columbia Securities Commission is not an authority implementing the Binary Options Instrument. Please see BC Notice 2017/02 – *Binary Options* for more information regarding the regulation of binary options in BC.

#### Substance and Purpose

The purpose of the Binary Options Instrument is to protect would-be investors from becoming victims of binary options fraud and from an illegal promotion of extremely high risk products. We believe the Regulation will achieve this goal by raising awareness among investors that the sale of these products is illegal and by disrupting the distribution of these products, including its facilitation through payment processing and advertising. To this end, the Regulation explicitly prohibits advertising, offering, selling or otherwise trading a binary option with or to an individual.

#### Summary of the Regulation

The Regulation prohibits advertising, offering, selling or otherwise trading a binary option having a term to maturity of less than 30 days with or to:

-2-

- an individual, and
- a person that is created, or is used, solely to trade a binary option.

The Regulation sets out a definition of “binary option” that is intended to capture a range of products that are commonly called binary options, or that are similar to products that are commonly called binary options, regardless of how they are named.

## **Background**

### ***Binary options***

Binary options are based on the outcome of a yes/no proposition. If the outcome is yes, the buyer wins or is “in-the-money”. If the answer is no, the buyer loses or is “out-of-the-money” and loses all, or nearly all, of their investment. The yes/no proposition is structured on the performance of an underlying interest referenced in the contract – for example, a change in the value of a currency, commodity, stock index, or listed security – or the occurrence of a specified event in connection with an underlying interest – for example, the outcome of an election or a change in a benchmark interest rate. The time or time period specified in the contract for determining whether the predetermined condition (i.e., the outcome of the yes/no proposition) or conditions are met can be very short, sometimes hours or even minutes. The buyer either:

- is entitled to receive a predetermined fixed amount if the predetermined condition or conditions are met, i.e., the buyer wins or is “in-the-money”, or
- loses all or nearly all of the amount that was paid to enter into the binary option if the predetermined condition or conditions are not met, i.e., the buyer loses or is “out-of-the-money”.

### ***Binary options fraud***

We are concerned by the large number of complaints received regarding the marketing of products commonly called “binary options” to individuals. Binary options are also called a variety of other names, including but not limited to:

- all-or-nothing options,
- asset-or-nothing options,
- bet options,
- cash-or-nothing options,
- digital options,
- fixed-return options, and
- one-touch options.

All contracts or instruments, however named, marketed or sold that meet the definition of a binary option are prohibited under the Regulation.

A significant number of the complaints and inquiries received by CSA members concern online

-3-

binary options platforms. These platforms operate as unregistered dealers, are typically located off-shore, and promise quick and high-yielding returns from trading binary options. On some platforms, trading may actually take place but it is typically extremely difficult and often impossible to win on the bet (because the platform controls the odds and often the reference value of the underlying interest). In some cases, even if an individual theoretically does win, the winnings may appear as a credit on a trading account on the platform but the investor's money is not transferred or returned. In many other cases, no trading actually takes place and the operation is purely a fraud set up to take money from individuals, including through cash advances processed through the target's credit card. Once a victim has lost their money, it is almost impossible to recuperate their losses.

***No individuals or firms are registered to sell binary options in Canada***

The Regulation prohibits advertising, offering, selling and otherwise trading binary options to an individual and to a person that was created, or is solely used, to trade binary options.

We consider a person to be trading in securities or derivatives in a local jurisdiction if that person offers or solicits transactions in securities or derivatives to persons in that local jurisdiction, including through a website or other electronic means.

Offering investment services or products to persons, whether by telephone, online or in-person, is a regulated activity. It is illegal to offer securities or derivatives, including binary options, whether or not subject to the Regulation, without being registered as a dealer. There are only limited and narrow exceptions to the registration requirement for transactions with highly sophisticated investors. We emphasize that no offering of these products, including by a broker, dealer or platform, has been authorized anywhere in Canada. Many of these products and the platforms selling them have been identified as vehicles to commit fraud.

Investing through unregistered offshore platforms or dealers can be risky and is a common red flag for investment fraud. Registration as a dealer is an important safeguard for investors, helping to ensure the character, proficiency and solvency of the dealer and typically requiring the registered dealer to assess the suitability of an investment for an investor. We encourage all investors to visit [aretheyregistered.ca](http://aretheyregistered.ca) to check the registration of any person offering investment products, including binary options, to Canadians. Anyone who has invested with, or has concerns about, a binary options trading platform should contact their local securities regulator. We also encourage all investors to visit [binaryoptionsfraud.ca](http://binaryoptionsfraud.ca).

**Summary of Written Comments Received**

The Regulation was published for comment as *Draft Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options* (the **Draft Regulation**) on April 26, 2017 in all CSA jurisdictions except BC. The public comment period for the Draft Regulation expired on May 29, 2017 in Alberta and Québec, June 28, 2017 in Manitoba and Saskatchewan, and July 28, 2017 in all other CSA jurisdictions except BC.

We received eight comment letters on the Draft Regulation. A list of those who submitted comments as well as a chart summarizing the comments received and our responses is attached

-4-

as Annex A to this Notice. Copies of the comment letters can be found on the websites of the Alberta Securities Commission, Autorité des marchés financiers, and Ontario Securities Commission.

### Summary of Changes

We have made certain non-significant changes to the Regulation in response to the comments received. We have also made several non-significant changes to the Policy Statement to provide further guidance on the types of contracts we intend and do not intend to capture under the Regulation.

### Questions

Please refer your questions to any of:

Lise Estelle Brault  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Senior Director, Derivatives Oversight  
Autorité des marchés financiers  
514 395-0337, ext. 4481  
[lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca](mailto:lise-estelle.brault@lautorite.qc.ca)

Martin McGregor  
Legal Counsel, Corporate Finance  
Alberta Securities Commission  
403 355-2804  
[martin.mcgregor@asc.ca](mailto:martin.mcgregor@asc.ca)

Kevin Fine  
Co-Chair, CSA Derivatives Committee  
Director, Derivatives Branch  
Ontario Securities Commission  
416 593-8109  
[kfine@osc.gov.on.ca](mailto:kfine@osc.gov.on.ca)

Steven Gingera  
Legal Counsel  
Manitoba Securities Commission  
204 945-5070  
[steven.gingera@gov.mb.ca](mailto:steven.gingera@gov.mb.ca)

Wendy Morgan  
Senior Legal Counsel, Securities  
Financial and Consumer Services  
Commission, New Brunswick  
506 643-7202  
[wendy.morgan@fcnb.ca](mailto:wendy.morgan@fcnb.ca)

Dean Murrison  
Director, Securities Division  
Financial and Consumer Affairs Authority  
of Saskatchewan  
306 787-5842  
[dean.murrison@gov.sk.ca](mailto:dean.murrison@gov.sk.ca)

Abel Lazarus  
Director, Corporate Finance  
Nova Scotia Securities Commission  
902 424-6859  
[abel.lazarus@novascotia.ca](mailto:abel.lazarus@novascotia.ca)

## ANNEX A

**Summary of Comments and CSA Responses on  
Draft Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options**

<u>Section Reference</u>	<u>Summary of Issues/Comments</u>	<u>Response</u>
<b>GENERAL COMMENTS</b>		
General Comments	<p>Commenters generally supported the efforts of the CSA to help protect would-be investors from binary options fraud and generally strengthen the integrity of, and public confidence in, the financial sector, including by ensuring that products cannot be sold to investors through unauthorized mechanisms.</p> <p>One commenter noted that certain investors mistake the current unlawful activity for that of regulated brokers in Canada, and that the reputation of the financial and brokerage industry is, therefore, indirectly at stake.</p>	No change. We thank the commenters for their submissions.
	<p>Commenters had mixed views on binary options:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• One commenter stated that binary options are high risk and not a get rich quick scheme, suggesting that the CSA should not ban binary options for all investors because some people have lost money.</li> <li>• Another commenter urged that binary options are, by design, harmful for investors, particularly retail investors. The commenter stated that firms should not be allowed to offer binary options to the public, and particularly not to retail investors.</li> </ul>	We thank the commenters for their submissions.

-2-

	<ul style="list-style-type: none"> <li>• One commenter submitted that the offering of binary options does not enhance any investor portfolio, nor does it enhance fair and efficient capital markets.</li> </ul>	
	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Another commenter submitted that non-fraudulent binary options products can be used to offset an existing risk or economic exposure or to speculate on market volatility – for example, to hedge or speculate on very short term market volatility created by the release of specific major economic figures.</li> </ul>	
Will the Draft Regulation accomplish the intended purpose?	<p>Commenters generally noted that those operating fraudulent online binary options platforms are unlikely to comply with the Draft Regulation.</p> <p>Two commenters stated that the Draft Regulation will not end the illegal activity but may interfere with current “legal” institutional binary options trading taking place in the Canadian market.</p> <p>One commenter submitted that the only market participants that will comply with the Draft Regulation, such as the large institutional dealers, are already complying with all applicable securities laws and regulations.</p>	No change. The Regulation is one aspect of the CSA’s multi-pronged effort to combat binary options fraud, and we have already seen positive outcomes from this rule-making project.
	Two commenters submitted that the policy objectives could be met with a narrowed scope, and that products traded on a recognized exchange or cleared by a recognized clearing agency or clearing house, or financial instruments legally traded on certain US exchanges should be excluded from the prohibition.	No change. It is currently our view that binary options should not be permitted to be sold to individuals by a registered dealer or regulated exchange.

-3-

	One commenter submitted that the detailed regulatory oversight regimes applicable in each Participating Jurisdiction has proven to be effective with respect to other types of instruments, and that any financial product, and not only binary options, that is offered illegally to Canadian investors poses a threat to investors' protection.	No change. It is currently our view that binary options should not be permitted to be sold to individuals by a registered dealer or regulated exchange.
Investor protection	One commenter submitted that, by prohibiting trading of binary options with a maturity of less than 30 days, the regulator is meeting its mandate to provide protection to investors from unfair, improper or fraudulent practices and to foster fair and efficient capital markets.	No change. We thank the commenter for their submission.
	One commenter noted that many of the investor protection-related concerns regarding binary options are also present regarding leveraged retail forex and CFDs, including regarding pricing transparency, and queried whether other leveraged derivatives products sold to retail investors should also be covered in this rule-making project.	No change. The focus of the Regulation is specifically on the fraud being perpetrated by unregulated, online platforms providing primarily – to date – binary options.



-4-

Alternative approaches to accomplishing the policy objectives	<p>Commenters pointed to other tools to deter and eliminate fraud relating to binary options, either in support of the Draft Regulation or instead of the Draft Regulation.</p> <p>One commenter submitted that efforts to attack the bad actors rather than the financial instrument, and that limit demand for the illegal product (e.g., allowing registered firms and exchanges to offer legitimate binary options as a legal alternative) would more effectively protect the Canadian public and reduce the fraud than attempting to ban a financial product.</p>	<p>We note that the Regulation is one aspect of the CSA's multi-pronged effort to combat binary options fraud, and that we have already seen positive outcomes from this rule-making project.</p>
	<p>Four commenters generally felt that fraudulent binary options platforms and their offerings should be dealt with differently than "legitimate" binary options offered by a registered dealer or a recognized exchange, as in the U.S. and certain other jurisdictions.</p>	<p>No change. It is currently our view that binary options will not be permitted to be sold to individuals by a registered dealer or regulated exchange.</p>
Enforcement	<p>One commenter urged that the only effective means of influencing the fraudulent online platforms is through enforcement actions.</p> <p>Another commenter sought more emphasis in the Draft Regulation on utilizing enforcement tools and coordinated enforcement action with other jurisdictions to deter and eliminate fraud associated with binary options.</p>	<p>No change. The Regulation is one aspect of the CSA's multi-pronged effort to combat binary options fraud, and we have already seen positive outcomes from this rule-making project.</p>

-5-

Investor warnings and investor education	Two commenters stated that the only way to prevent online fraud is to tell Canadians about this “trading” scam as well as the related “we help recover your money” scam, and urged regulators to continue investor warnings and investor education programs – pointing to other CSA efforts, including: the website <a href="http://www.binaryoptionsfraud.ca">www.binaryoptionsfraud.ca</a> , holding investor information seminars, and advertising warning of the dangers of buying binary options from online platforms.	No change. The Regulation is one aspect of the CSA’s multi-pronged effort to combat binary options fraud.
Coordinating with distribution and facilitation service providers	One commenter noted that major credit card companies have recently taken steps to limit the availability of funding to unregistered providers of binary options. The commenter submitted that the Participating Jurisdictions should also work with search engine providers to limit online advertising of illegal services to Canadian consumers.	No change. The Regulation is one aspect of the CSA’s multi-pronged effort to combat binary options fraud.
Regulating binary options as fraud	Two commenters recommended the RCMP be involved in stopping online binary options fraud, by handling investigations, shutting down websites and prosecuting platforms in coordination with international law enforcement agencies.	No change. The Regulation is one aspect of the CSA’s multi-pronged effort to combat binary options fraud.
Regulating binary options as gambling	One commenter submitted that fraudulent binary options should be treated as gambling activity, regulated by the applicable gambling authority in each province and subject to the Criminal Code, with enforcement by the RCMP.	No change. We are of the view that binary options are securities and/ or derivatives in each Participating Jurisdiction and therefore that regulating the advertising, offering, selling and otherwise trading of binary options is within the CSA’s regulatory jurisdiction and mandate.

-6-

Permitting binary options to be offered by a registered (or exempt) dealer	<p>Two commenters recommended that, if the CSA proceeds with the Draft Regulation, that the rule should provide for a general exception for selling binary options through a registered or exempt dealer.</p> <p>One commenter recommended that the CSA allow registered, IIROC-regulated firms to offer these products to all investors (including both retail and sophisticated investors), in order to: ensure the protection of the public against unfair, abusive and fraudulent practices; apply the concepts of investment suitability; and apply disclosure obligations to allow clients to understand the product and the significant risks involved.</p>	No change. It is currently our view that binary options will not be permitted to be sold to individuals by a registered dealer.
Permitting binary options to be offered on a recognized (or exempt) exchange or cleared by a recognized clearing agency or clearing house	<p>Two commenters recommended that the CSA permit binary options to be offered to individuals on a recognized exchange.</p> <p>One commenter recommended that the CSA permit a registered dealer to offer binary options traded on a recognized exchange, or cleared by a recognized clearing agency or clearing house, noting the level of CSA oversight over a recognized exchange and a recognized clearing agency.</p>	No change. It is currently our view that binary options will not be permitted to be sold to individuals through a recognized exchange or cleared by a recognized clearing agency.
s. 1 – Definition		
Definition of “binary option”	<p>Several commenters suggested that the definition of “binary option” is too broad, as it may prohibit:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>the offering to an individual of an instrument otherwise duly listed on a recognized exchange or cleared by a recognized clearing agency;</li> </ul>	No change. The Regulation is intended to prohibit the advertising, offering, selling and otherwise trading of a binary option to an individual, regardless of whether it is listed on a recognized exchange or cleared by a recognized clearing agency.

-7-

	<ul style="list-style-type: none"> <li>conventional options with a term of less than 30 days that are used by individuals;</li> </ul>	No change. A conventional option would not become a prohibited “binary option” simply because its term to maturity is less than 30 days.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>legitimate binary option transactions executed by institutional and sophisticated investors;</li> </ul>	No change. The Regulation is intended to prohibit the advertising, offering, selling and otherwise trading of a binary option to an individual, including an individual that is a sophisticated investor.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>genuine non-fraudulent binary options that have been offered for many years by regulated firms dealing over-the-counter in Europe and Japan, or in the United States on exchanges.</li> </ul>	No change. The Regulation is intended to prohibit the advertising, offering, selling and otherwise trading of all binary options to individuals.
	<ul style="list-style-type: none"> <li>binary contracts currently being legitimately sold to sophisticated individuals, including products described in the ISDA 2005 Barrier Option Supplement to the 1998 FX and Currency Option Definitions<sup>1</sup>.</li> </ul>	Change made. After follow-up consultations with commenters, we have revised the definition of “binary option” to mitigate against the Regulation capturing some products that were not intended to be caught. We believe that some of the products identified to us would not be caught by the definition, while other products – including some identified in the ISDA 2005 Barrier Option Supplement – would be caught. Information available to us indicates that individuals are not actively trading products under the ISDA 2005 Barrier Option Supplement.
	One commenter submitted that the definition may be too narrow, as it may not capture all types of product that present similar concerns and it may be too easy for a fraudulent online platform to work around.	No change. The revised definition of “binary option” reflects a balancing of efforts intended to focus only on the products we intend to prohibit to be traded with individuals.

<sup>1</sup> Available at: <https://www.newyorkfed.org/medialibrary/microsites/fxc/files/2005/fxc051206a.pdf>.

-8-

	One commenter submitted that the words, “a lesser amount or” should be deleted from section 1(b) to help mitigate the risk that other products, including those that do not involve an “all or nothing” approach, would be captured under this definition.	Change made. Paragraph (b) of the definition of “binary option” has been revised.
	One commenter submitted that the scope of the Draft Regulation should be limited by the scope of contracts set out under the various <i>Derivatives: Product Determination</i> rules <sup>2</sup> .	No change. A number of the exclusions in the <i>Derivatives: Product Determination</i> rules are not appropriate or are not relevant to the Regulation.
<b>s. 2 – Trading binary options with an individual prohibited</b>		
Exclusion for offering binary options to sophisticated investors	One commenter submitted that only an unsophisticated individual is in need of the protection of the Draft Regulation, and that sophisticated individuals have the ability to analyze and discern the risks inherent in binary option transactions. The commenter noted that “accredited investors” are considered sufficiently sophisticated that securities can be sold to them without a disclosure document.	No change. It is currently our view that binary options will not be permitted to be sold to individuals, including individuals that are “accredited investors”.
<b>s. 3 – Trading binary options with a person other than an individual prohibited</b>		
Not necessary	Two commenters submitted that proposed section 3 should be removed, because any retail investor that has the means to create a company or a trust in order to circumvent a trading ban should be considered a sophisticated investor, and that such an individual should not need the protection of the Draft Regulation.	No change. It is currently our view that binary options will not be permitted to be sold to individuals, including through a company or other entity created, or used, solely to trade a binary option.

<sup>2</sup> Manitoba Securities Commission Rule 91-506 *Derivatives: Product Determination*; Ontario Securities Commission Rule 91-506 *Derivatives: Product Determination*; Québec Regulation 91-506 respecting *Derivatives determination*; and Multilateral Instrument 91-101 *Derivatives: Product Determination*.

-9-

Impractical	One commenter stated that proposed section 3 would be impractical and difficult to implement, as the dealer would need to look behind its counterparty to determine whether it was created, or is primarily used, to trade a binary option for an individual. The broad wording of the provision means the determination would need to be made in respect of all or almost all of a dealer's counterparties.	Change made. Section 3 has been revised to better facilitate implementation by entities that comply with all applicable securities legislation in providing legitimate, non-fraudulent contracts and instruments to counterparties that are not individuals and that are not structured to evade the Regulation.
s. 4 – Binary options having a term to maturity of 30 days or longer		
Term to maturity of 30 days or longer	Commenters generally queried the focus on binary options having a term to maturity shorter than 30 days. One commenter requested an explanation for the 30-day term to maturity in the prohibition.	No change. We have reviewed the products being illegally provided on unregistered online platforms and are satisfied that the minimum 30-day term to maturity period is appropriate to balance our objectives.
	Two commenters submitted that all binary options, regardless of duration, present similar concerns and therefore that the Draft Regulation should not be limited to only binary options of 30 days or less.	No change. We feel that the minimum 30-day term to maturity strikes an adequate balance between banning the types of quick-turnover products that invite fraudulent activity and not banning legitimate trading in other types of instruments.
	One commenter requested clarification on the application of the 30-day term to maturity in the prohibition.	Change made. Section 4 has been revised to exclude a binary option having a term to maturity of 30 days or longer.
	One commenter stated that the 30-day minimum expiry time is inappropriate, as markets can move very quickly.	No change. The Regulation is designed to prohibit short-term binary options.

-10-

	<p>One commenter suggested that the 30-day limitation may preclude a trader from closing out a position through an offsetting trade with less than 30 days to expiration, thereby limiting the trader's ability to take profits or limit losses.</p>	<p>No change. The prohibition applies only to a "binary option", as defined in the Regulation; therefore, the minimum 30-day term to maturity exclusion serves only to carve out from the prohibition those contracts that (i) meet the definition of "binary option", and (ii) have a term to maturity of 30 days or longer. The minimum 30-day term to maturity exclusion in no way affects a trader's ability to trade in, or close out a position in, a contract that is not a binary option.</p>
--	--	---

**List of Commenters:**

1. Canadian Advocacy Council for Canadian CFA Institute Societies
2. Canadian Market Infrastructure Committee
3. Canadian Foundation for Advancement of Investor Rights
4. Investment Industry Association of Canada
5. Investor Advisory Panel of the Ontario Securities Commission
6. North American Derivatives Exchange, Inc.
7. TMX Group, on behalf of the Bourse de Montréal Inc. and the Canadian Derivatives Clearing Corporation
8. Tyson G.

**REGULATION 91-102 RESPECTING PROHIBITION OF BINARY OPTIONS**

Derivatives Act  
(chapter I-14.01, s. 175, 1<sup>st</sup> par., subpar. (1))

**Definition**

1. In this Regulation, “binary option” means a contract or instrument that provides for only
  - (a) a predetermined fixed amount if the underlying interest referenced in the contract or instrument meets one or more predetermined conditions, and
  - (b) zero or another predetermined fixed amount if the underlying interest referenced in the contract or instrument does not meet one or more predetermined conditions.

**Trading binary options with an individual prohibited**

2. No person may advertise, offer, sell or otherwise trade a binary option with or to an individual.

**Trading binary options with a person other than an individual prohibited**

3. No person may advertise, offer, sell or otherwise trade a binary option with or to a person that was created, or is used, solely to trade a binary option.

**Binary options having a term to maturity of 30 days or longer**

4. Sections 2 and 3 do not apply in respect of a binary option having a term to maturity of 30 days or longer.

**Exemption – general**

5. (1) Except in Québec, the regulator or the securities regulatory authority may grant an exemption from this Regulation, in whole or in part, subject to such conditions or restrictions as may be imposed in the exemption.
  - (2) Despite subsection (1), in Ontario, only the regulator may grant an exemption.
  - (3) Except in Alberta, Ontario and Saskatchewan, an exemption referred to in subsection (1) is granted under the statute referred to in Appendix B of Regulation 14-101 respecting Definitions (chapter V-1.1, r. 3) opposite the name of the local jurisdiction.

**Effective date**

6. (1) This Regulation comes into force on December 12, 2017.
  - (2) In Saskatchewan, despite subsection (1), if these regulations are filed with the Registrar of Regulations after December 12, 2017, these regulations come into force on the day on which they are filed with the Registrar of Regulations.



## ***POLICY STATEMENT TO REGULATION 91-102 RESPECTING PROHIBITION OF BINARY OPTIONS***

### **Introduction**

The purpose of *Regulation 91-102 respecting Prohibition of Binary Options* (the “Regulation”) is to help protect would-be investors from binary options fraud.

The purpose of this Policy Statement is to state the view of the participating members (“we”) of the Canadian Securities Administrators (the “CSA”) on various matters related to the Regulation.

We are concerned by complaints we have received regarding the marketing of products commonly called “binary options” to individuals. Many of these products and the platforms offering them have been identified as vehicles to commit fraud. Some persons have used misleading information to promote these products as legal and legally offered, despite not being authorized to offer these products to individuals in Canada. The Regulation explicitly prohibits advertising, offering, selling or otherwise trading a binary option, as defined in the Regulation, with or to an individual.

We consider a person to be trading in securities or derivatives in a local jurisdiction if that person offers or solicits transactions in securities or derivatives to persons in that local jurisdiction, including through a website or other electronic means.

### **Definitions and interpretation**

Unless defined in the Regulation or this Policy Statement, terms used in the Regulation and in this Policy Statement have the meaning given to them in securities legislation, including in *Regulation 14-101 respecting Definitions*. “Securities legislation” is defined in *Regulation 14-101 respecting Definitions*, and includes statutes and other instruments related to both securities and derivatives.

### **Interpretation of terms used or defined in the Regulation**

#### **Section 1 – Definition of “binary option”**

The defined term “binary option” is intended to capture a range of products that are commonly called binary options, or are materially similar to products that are commonly called binary options, regardless of how they are named. Binary options are sometimes called a variety of other names, including but not limited to “all-or-nothing options”, “asset-or-nothing options”, “bet options”, “cash-or-nothing options”, “digital options”, “fixed-return options” and “one-touch options”.

Binary options are based on the outcome of a yes/no proposition, expressed as whether an underlying asset, event or value meets one or more predetermined conditions specified in the contract or instrument, at the time or during the time period specified in the contract or instrument. The specified time or time period for determining whether the predetermined condition or conditions are met can be very short, sometimes hours or even minutes.

#### *Automatic exercise*

Binary options typically exercise automatically; once the contract or instrument is entered into, there is no decision for either the buyer or the seller to make. The buyer either

- is entitled to receive a fixed amount if the predetermined condition or conditions are met, i.e., the buyer is “in-the-money”, or
- loses all or nearly all of the amount that was paid to enter into the contract if the predetermined condition or conditions are not met, i.e., the buyer is “out-of-the-money”.

*Example yes/no propositions*

The yes/no proposition is structured on the performance of an underlying interest or the occurrence of a specified event in connection with the underlying interest.

For the purposes of the Regulation, we interpret “underlying interest” as the event or thing that the value or payment obligations of the binary option is based on, derived from or referenced to. The underlying interest of a binary option could be, for example

- an election or a benchmark interest rate, or
- a security, index, currency, precious metal or any other commodity, price, rate, benchmark, variable or any other thing.

Examples of yes/no propositions that a binary option could be based on include whether:

- the value of the Canadian dollar will be above US \$0.75 on a particular day;
- the price of a share in ABC Company will be above \$14.37 at any time between two particular dates;
- the price of gold will be below \$1082 at 3:42 pm on a particular day;
- the price of oil will be in the range of \$48.00 – \$49.99 at any time on a particular day;
- a given candidate will be elected;
- a benchmark interest rate will rise by 25 basis points; or
- there will be more than one inch of rain reported at a specified location on a specific day.

*No right to buy or sell the underlying interest*

A binary option typically does not grant the buyer or seller any right or obligation to buy, sell, receive or deliver an underlying interest referenced in the contract or instrument. For example, if the yes/no proposition of a binary option is based on the value of a listed security, the binary option would provide for settlement in cash and would not provide for delivery of the underlying security. Similarly, if the yes/no proposition of a binary option is based on the movement in the price of gold, the binary option would provide for settlement in cash and would not provide for delivery of physical gold.

*Payout structure*

Typically, the only rights under a binary option for the buyer or seller are an entitlement to receive or an obligation to pay (a) a predetermined fixed amount if the predetermined condition or conditions are met, and (b) zero or another predetermined fixed amount if the predetermined condition or conditions are not met. We interpret “fixed amount” to refer to a fixed monetary amount and not to a fixed interest rate or other type of amount.

The definition of “binary option” is intended to capture contracts that provide for defined, discrete payout amounts (e.g., \$1.00, \$10.00, \$50.00). We are of the view that a contract with a continuous payout structure that is dependent on the performance of an underlying interest would not meet the definition of “binary option” in the Regulation.

*General comments*

There are certain contracts we do not consider to be “binary options” for the purposes of the Regulation. These contracts include, but are not limited to:

- a contract that is exercised without payout of a predetermined fixed monetary amount, such as a mortgage rate guarantee;
- an insurance contract or income or annuity contract or instrument that is entered into with a licenced insurer and is regulated as insurance under insurance legislation in Canada or a foreign jurisdiction; and
- a lottery ticket from a governmental lottery or gaming commission, regulated sports betting and bingo at a licensed bingo hall.

### **Section 2 – Trading binary options with an individual prohibited**

Section 2 prohibits advertising, offering or selling a binary option to an individual. Advertising, offering and selling are elements of “trade” or “trading”. The phrase “or otherwise trade” includes soliciting and all other elements of “trade” or “trading”, including an act in furtherance of a trade.

### **Section 3 – Trading binary options with a person other than an individual prohibited**

Section 3 prohibits advertising, offering or selling a binary option to a person that was created, or is used, solely to trade a binary option. Section 3 is designed to support the prohibition in section 2, by preventing a party that offers a binary option from avoiding the prohibition by having their proposed client create a corporation or other type of entity to trade binary options.

### **Section 4 – Binary options having a term to maturity of 30 days or longer**

Section 4 carves out from the prohibition in sections 2 and 3 a binary option having a term to maturity of 30 days or longer. We consider “term to maturity” to mean, inclusively, the time the binary option is entered into until the time specified, or the expiry of the time period specified, in the contract or instrument for determining whether the predetermined condition or conditions are met. For example, if the original term to maturity of a binary option is 30 days or longer from the time it was first made available for trading, the binary option would not be caught by the Regulation.

A binary option that has a maturity date of 30 days or more from the date the binary option is entered into would not be excluded from the prohibition if the time or time period specified for determining whether the predetermined condition or conditions are met is less than 30 days from the date the binary option is entered into.

### **General**

We remind market participants that binary options that are not subject to the Regulation are nevertheless derivatives and/or securities in each jurisdiction of Canada. Any person advertising, offering, selling or otherwise trading such products to persons in Canada is subject to securities legislation in Canada including, for example, anti-fraud provisions and requirements respecting registration, market conduct and disclosure. Furthermore, in jurisdictions of Canada where binary options are regulated as securities, trading a binary option may be a distribution subject to the prospectus requirement.

Offering investment services or products to persons in Canada, whether by telephone, online or in-person, is a regulated activity. Investing through unregistered offshore platforms or dealers can be risky and is a common red flag for investment fraud. We encourage all investors to visit [aretheyregistered.ca](http://aretheyregistered.ca) to check the registration of any person offering investment products, including binary options, to Canadians. Anyone who has invested with, or has concerns about, a binary options trading platform should contact their local securities regulator. We also encourage all investors to visit [binaryoptionsfraud.ca](http://binaryoptionsfraud.ca).